



Soif d'unité et soif d'action

Il semble qu'on passe enfin de la résignation à la reprise de confiance en soi, de l'arrondissement du dos devant l'avalanche de mauvais coups au redressement de la tête avec l'espoir de gagner.

Nous avons expliqué depuis des mois que la politique mise en œuvre par le président de la République et son gouvernement était une rupture très profonde avec les valeurs érodées héritées des luttes sociales des dizaines d'années précédentes.

Le président de la République avait promis une rupture. Ce n'était pas celle que les salariés attendaient. Ils croyaient que les coups portés à ces valeurs et à leurs conditions de travail depuis des années par divers gouvernements cesseraient et que le pays s'engagerait sur une voie où il faudrait certes travailler plus, mais on gagnerait plus. On voit s'accumuler les terrifiants pépins de la réalité, on exploite les salariés jusqu'au trognon, on les prend pour des pommes.

La réalité de la crise du capitalisme éclate : incapacité de répondre aux questions véritables qui se posent à l'humanité et à ses sociétés : paix, santé de tous, résorption de la famine, éducation, développement propre et égalitaire, distribution équitable des richesses. Sa nécessité interne émerge des eaux glacées du calcul égoïste et accumule ruine, injustice, explosion des inégalités, guerres. Ils prétendent refonder ce système à bout de souffle. Ce ne sont que des soins palliatifs et ce sont les salariés, les plus pauvres qui paieront la note de l'hôpital.

C'est un autre système solidaire qu'il nous faut inventer et partager avec tous.

Nous avons dit depuis des mois que, dans ce contexte qualitativement nouveau d'une volonté politique de tout chambouler pour tenter d'imposer l'éparpillement des forces salariales, augmenter les divisions pour augmenter les dividendes, individualiser les parcours salariaux et professionnels pour individualiser les colères et affaiblir les ripostes, nos organisations syndicales devaient travailler à montrer la cohérence des attaques, expliquer la nécessité de la convergence des ripostes, organiser les mouvements suffisamment puissants et unitaires pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Il semble que nous arrivions enfin à apercevoir l'espoir de cette action commune et l'espoir de gagner.

Les actions, manifestations, mouvements, grèves, révoltes du dernier trimestre de l'année 2008 ont montré que les salariés ne baissaient pas les bras et qu'un peu partout, ils organisaient des luttes et des grèves nombreuses et parfois victorieuses. L'affirmation insolente du président de la République selon laquelle les grèves ne se voyaient plus a été démentie dans les faits. Restait à passer au niveau

supérieur, indispensable pour faire comprendre au même président et au patronat que les salariés avaient décidé de ne plus subir de reculs et de construire autre chose.

Avec d'autres organisations et très difficilement dans un contexte électoral syndical plus propice à la concurrence qu'à la coopération, la FSU a travaillé vaillamment à construire le mouvement qui se dessine pour ce mois de janvier.

Le discours gouvernemental change, les possibilités d'avancées sont à saisir et accentuer. Même les rodomontades présidentielles laissent place à un discours moins martial. Les propos récents du titulaire de la fonction sont révélateurs que le désarroi change de camp, que ses certitudes de vaincre s'effilochent, que le rapport des forces évolue : le 8 janvier dernier à Antony, il prononce ces paroles intéressantes : « *le pouvoir de dire non, en fait n'existe pas...existe, et le pouvoir de dire oui, non, parce que chaque pouvoir équilibre l'autre dans un mouvement de paralysie générale* ».

Oui, nous devons gagner, regagner le pouvoir de dire non. Non pour paralyser tout. Mais oui pour construire le nouveau dont nous avons besoin. Et c'est cette force de refus, de contestation, d'exigence d'une autre logique que le président de la République sent monter. C'est ce qui le conduit à des replis stratégiques. Qui ne sont pas des reculs définitifs dans sa tête, mais que nous devons et pouvons faire devenir des reculs définitifs.

Deux dates principales annoncent deux mouvements unitaires qui doivent être forts :

Samedi 17 janvier prochain à 11 heures, toutes les organisations syndicales de l'éducation nationale, la FCPE et de nombreuses organisations pédagogiques ou proches de l'Ecole, les lycéens, appellent partout en France, à Bayonne et à Pau dans notre département, à un rassemblement pour la défense du service public d'éducation nationale. En prenant en compte le recul qu'esquissent le gouvernement et le ministère, il est indispensable que ce rassemblement soit massif et réussi.

Judi 29 janvier, un appel intersyndical interprofessionnel à l'action et à la grève pour répondre aux conséquences de la crise est lancé sur 5 points :

- **1 – Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique**
- **2 – Politiques salariales : améliorer le pouvoir d'achat, réduire les inégalités**
- **3 – Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat**
- **4 – Préserver et améliorer les garanties collectives**
- **5 – Réglementer la sphère financière internationale**

Très important, les organisations syndicales de la fonction publique ont décidé ensemble de s'associer à cette journée de lutte, sur des points particuliers :

- *L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;*
- *L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;*
- *Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;*
- *Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.*

Face à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Encore plus important : les organisations ont convenu de donner des suites à cette journée si le gouvernement ne répond pas aux exigences des salariés.

C'est la première fois depuis la victoire contre le contrat première embauche que les organisations syndicales se placent dans un tel ordre de bataille. Notre courant de pensée et la FSU toute entière, avec tous ses syndicats et ses syndiqués, doivent faire le maximum pour que ces deux journées soient des réussites. Le vent tourne.

*

La paix !

Le nombre croissant, dans tout le pays et dans le département, de manifestants pour la paix en Palestine ne montre pas seulement que la population est indignée par l'attaque de l'armée de l'Etat d'Israël contre un territoire minuscule auquel il impose des conditions de vie inacceptables depuis des dizaines d'années, par l'ampleur et la brutalité des massacres accomplis contre la population.

La FSU 64 est à l'initiative de l'appel qui a été lancé par la CFDT, la CGT, nous-mêmes et l'UNSA pour participer aux rassemblements de samedi dernier.

Les cris lancés par les manifestants du département sont aussi lancés contre les responsables politiques de notre Etat qui ont participé au « rehaussement » des relations entre l'Etat d'Israël et l'Europe au moment où la politique de cet Etat conduisait inéluctablement à l'aggravation des conditions de vie des habitants de la Palestine et à l'explosion de la violence.

Seul, un règlement politique prenant en compte les décisions internationales et l'existence d'un Etat palestinien dans ses frontières déterminées en 1947, peuvent conduire à la paix dans cette région du monde.

Deux remarques : tout d'abord, il sera difficile de construire cette paix sur les ruines de tant de maisons, de tant de familles, sur la haine qui s'accumule dans les cœurs palestiniens, sur les sentiments complexes qui croissent dans les cœurs israéliens devant la barbarie d'Etat commise par l'armée de leur pays.

Il sera cependant urgent d'établir les bases de cette paix : chaque peuple de la région a le droit de vivre dans des frontières sûres et reconnues. Gérard Chaliand expliquait le 10 janvier qu'un processus d'extension de la guerre pouvait s'enclencher dans tout le proche orient, avec des conséquences incalculables, si des solutions politiques à une situation qui ne cesse de se détériorer depuis quatre ans n'étaient pas trouvées et appliquées.

Exiger une telle orientation politique est le sens de notre action. Dans l'immédiat, ce sont les salariés israéliens et surtout les salariés palestiniens qui souffrent des conséquences insupportables de la politique qui leur est infligée. Notre solidarité leur est acquise.

Il est enfin inacceptable que les responsables européens acceptent de passer par pertes et profits les millions d'euros que l'Europe donne (en aumône ou en guise de pénitence ?) à la Palestine pour construire et reconstruire des infrastructures que l'Etat d'Israël bombarde régulièrement : 566 millions d'euros pour la seule année 2008. Il est vrai que cet argent provient directement du travail des salariés et non pas des richesses accumulées par les spéculateurs et les grands patrons.